



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC



**PROGRAMME DE
COOPÉRATION
SUISSE EN HAÏTI
2025-2028**

STRATÉGIE
DE POLITIQUE
EXTÉRIEURE
2024-2027



STRATÉGIE DE
COOPÉRATION
INTERNATIONALE
2025-2028



PROGRAMME DE
COOPÉRATION
SUISSE EN HAÏTI
2025-2028

Contexte

Haïti en crise

Haïti traverse une crise multidimensionnelle marquée par une profonde instabilité politique, une grave insécurité dans sa capitale et des besoins humanitaires importants. Selon le plan de réponse humanitaire (HRP) 2025, 6 millions de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire. Plus de 48 % de la population fait face à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire, tandis que la détérioration du contexte sécuritaire a provoqué des déplacements massifs (plus de 1,4 million de personnes déplacées internes selon les chiffres d'octobre 2025, principalement des femmes et des enfants). Les violences faites aux femmes et aux filles ont atteint des niveaux sans précédent.

Exposition aux dangers naturels

Le pays est également fortement exposé aux aléas naturels. Situé dans une zone à risques élevés (cyclones, séismes, inondations, sécheresses), Haïti subit régulièrement des catastrophes qui affectent les

infrastructures essentielles, les moyens de subsistance et l'accès aux services de base. Ces crises environnementales, qui s'ajoutent à des fragilités institutionnelles persistantes, accentuent la vulnérabilité des communautés.

Un état fragile

Les institutions nationales peinent à assurer leurs fonctions de base en raison d'un manque de ressources, d'un affaiblissement du service public et d'une fragmentation du pouvoir sur le territoire. Le processus politique demeure fragile malgré la mise en place du Conseil présidentiel de transition (CPT) et le déploiement en 2024 de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS), transformée en Force de répression des gangs (FRG) fin septembre 2025. Les ressources humaines, logistiques et financières nécessaires à l'opérationnalisation complète de la FRG sont encore en cours de mobilisation.

Le mandat du CPT prendra fin le 7 février 2026, sans feuille de route politique unanimement définie pour la suite. Par ailleurs, l'organisation d'élections en 2026 demeure incertaine. Cette situation retarde encore le rétablissement d'un cadre démocratique fonctionnel et renforce la volatilité politique.

Dans ce contexte, la Suisse maintient un engagement humanitaire fort, s'appuyant sur son mandat universel, avec des actions ciblées, flexibles et adaptées aux besoins urgents des populations.



Résultats et enseignements tirés 2022–2024

Entre 2022 et 2024, la Suisse a progressivement mis fin à sa coopération bilatérale au développement et transformé son engagement en un programme exclusivement humanitaire, tout en gardant une perspective d'impact à moyen terme. Les interventions ont intégré des approches systémiques et des principes de durabilité afin de renforcer la résilience des populations et de créer des bases solides pour de futures actions de développement. Le programme 2022–2024 a généré des résultats importants au niveau des collectivités locales.

Prévention et préparation aux désastres

Avec les acteurs locaux, la Suisse a construit huit abris multifonctionnels dans le sud, permettant à des communautés reculées de mieux se protéger des aléas naturels. De plus, 19 comités territoriaux de protection civile assurent la préparation communautaire via des mécanismes d'alerte, de sensibilisation et d'évacuation, renforçant ainsi la gestion des risques.

Gouvernance du secteur de l'eau

Les six communes accompagnées ont renforcé leur capacité à planifier et financer les services d'eau potable et d'assainissement. Aujourd'hui, 75 % d'entre elles mobilisent des ressources propres. Le rôle accru des femmes en a fait des actrices clés de la promotion de l'hygiène et de la gestion de l'eau.

Formation professionnelle et développement économique

La Suisse a formé 1200 artisans et 2500 techniciennes (dans des domaines comme la construction et l'énergie solaire). Environ 50 % des diplômés ont trouvé un emploi, avec une hausse de revenu de 150 %, et la participation des femmes dans des métiers masculins a augmenté. La Suisse a soutenu des entreprises à impact social portées par des étudiants haïtiens (par exemple dans la couture) : près de 300 projets innovants – dont 65 % dirigés par des femmes – dans des domaines tels que

l'agro-industrie, ont reçu accompagnement et financement. Plusieurs entrepreneurs ont ensuite participé à des foires nationales et internationales, créant ainsi des sources de revenus et contribuant au développement économique du pays.

L'engagement de la Suisse a confirmé le rôle central des acteurs haïtiens : les solutions les plus durables émergent des communautés, des organisations de femmes, de la société civile et des autorités territoriales. Grâce à son bureau d'action directe à Port-Salut, qui gère les activités de prévention et de préparation aux désastres, la Suisse a renforcé sa connaissance du terrain, la qualité de son appui et son acceptation communautaire. Elle est ainsi bien positionnée dans le dialogue avec les autorités et partenaires internationaux, ainsi que dans la mise en œuvre d'un programme humanitaire qui renforce les acteurs locaux dans leur capacité à gérer les crises.

Engagement suisse et axes prioritaires 2025–2028

Le programme 2025-2028 vise à contribuer à la résilience et l'autonomie des populations haïtiennes dans un contexte d'extrême fragilité. Il repose sur **deux priorités**, en cohérence avec la stratégie de coopération internationale de la Suisse 2025–2028.

Protection des populations les plus vulnérables

Effet attendu : les personnes vulnérables touchées par les crises et les violences bénéficient d'une assistance et d'une protection qui leur permettent de vivre avec dignité.

La Suisse intervient à deux niveaux :

Protection sociale

La Suisse s'engage en matière de protection sociale afin de permettre aux personnes en situation d'extrême pauvreté, notamment aux femmes à la tête de familles, d'acquérir une plus grande autonomie économique. Le but de la Suisse est de fortifier leur résilience afin de pouvoir résister aux chocs et aux aléas de la vie (par exemple, les maladies, les désastres naturels, etc.). La Suisse s'investit dans un dialogue proactif avec les institutions étatiques, communautaires et de la société civile à différents niveaux pour garantir la durabilité de ses activités et leur insertion dans les politiques du pays.

Lutte contre les violences

La Suisse travaille avec les populations exposées à la violence et avec les acteurs locaux chargés de les protéger et de les soutenir pour leur permettre de mieux gérer ces risques, d'en prévenir les effets et de fournir une aide dans les situations de crise. Pour y parvenir, elle renforce les structures de proximité au niveau local afin de fournir des services de qualité aux personnes exposées à la violence (par exemple, assistance médicale). Une attention particulière est donnée aux femmes et filles qui ont subi de la violence. La Suisse appuie des processus de changement de comportement dans les communautés par rapport au recours à la violence dans les relations sociales. Elle vise ainsi à renforcer les mécanismes existants dans les communautés propices à prévenir la violence et à en gérer les impacts individuels et collectifs.

Renforcement de la résilience face aux aléas naturels

Effet attendu : *les systèmes de prévention, préparation et réponse aux catastrophes naturelles sont renforcés, et les communautés locales sont plus résilientes.*

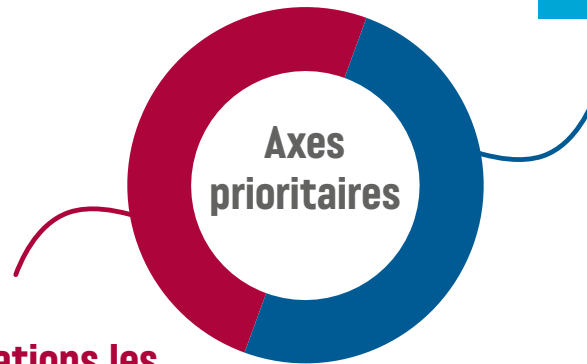
La deuxième priorité vise à réduire la vulnérabilité des communautés et des institutions face aux catastrophes naturelles et aux effets du changement climatique. Haïti, fortement exposée aux cyclones, séismes, inondations et sécheresses, doit renforcer sa capacité de préparation et de prévention face aux risques naturels. Dans le sud du pays, la Suisse soutient le développement de systèmes d'alerte précoce, la formation des communautés à la préparation et à la réponse aux urgences, la mise en place d'infrastructures résilientes, ainsi que l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à

l'hygiène. Elle construit notamment, avec les communautés, des abris multifonctionnels qui servent de refuges en cas d'ouragan ou de logement temporaire après des tremblements de terre, par exemple. La gestion de ces abris est assurée par les communautés, en particulier les femmes.

Au-delà de la préparation aux crises, la Suisse s'engage aussi à prévenir et réduire autant que possible l'impact des catastrophes naturelles. Elle soutient les communautés dans l'identification des risques et l'atténuation de leurs conséquences et œuvre pour que les populations exposées aient les moyens de mieux gérer les ressources naturelles et de s'adapter au changement climatique. Ceci se fait à travers des travaux de bio-ingénierie réalisés par les communautés pour stabiliser des versants et réduire l'érosion, la construction

d'infrastructures pour l'approvisionnement durable en eau potable, ou des formations sur des techniques de conservation de l'eau et des sols. Ainsi, la Suisse cherche à s'assurer que les communautés les plus vulnérables, en particulier les femmes et les filles, renforcent leurs capacités de résilience et de récupération rapide en cas de désastre naturel.

Renforcement de la résilience face aux aléas naturels



Protection des populations les plus vulnérables





MILLE MERCI!!!

COOP. SUISSE 

Approche et partenaires

La Suisse travaille avec un large réseau d'acteurs locaux, nationaux et internationaux qui permet d'agir à différents niveaux. L'objectif de renforcement de la résilience face aux aléas naturels est implémenté à travers une action directe dont le bureau se trouve à Port-Salut. La coordination étroite avec les autorités locales, départementales et nationales ainsi qu'avec la société civile est stimulée dans tous les programmes afin de renforcer l'autonomie des acteurs haïtiens.

En parallèle, la Suisse appuie des organisations multilatérales, dont le Programme alimentaire mondial et le Comité international de la Croix-Rouge. Dans un contexte de baisse des financements destinés à la coopération internationale et à l'aide humanitaire, ainsi que de réforme de l'aide humanitaire au niveau global, la coordination et l'optimisation des ressources sont essentielles. Le bureau humanitaire continuera à soutenir des initiatives conjointes, notamment en contribuant à des fonds

pays des Nations Unies. La Suisse entend aussi renforcer la coordination des bailleurs par une présence accrue dans les différents organismes de coordination. Enfin, le bureau humanitaire mènera un dialogue institutionnel proactif avec les ministères concernés, en concertation avec l'Ambassade de Suisse à Saint-Domingue.

La Suisse accorde une attention particulière à l'inclusion des groupes marginalisés, des femmes et des jeunes dans les processus de décision. Elle intègre dans ses projets l'analyse et la prévention des tensions communautaires afin de renforcer la cohésion sociale. Toutes les actions s'inscrivent dans une approche fondée sur les droits humains, garantissant un accès équitable aux services, une participation active et une protection pour toutes et tous.

Pour la période 2025–2028, la Suisse a alloué de manière provisoire 22,3 millions de francs à son programme humanitaire en

Haïti. Ce programme est réévalué chaque année et adapté aux besoins en constante évolution, sur la base d'analyses régulières du contexte, d'une planification annuelle et d'une gestion rigoureuse des ressources afin d'en garantir l'efficacité et la pertinence.

Programme de coopération Haïti

Budget 2025–2028

22 300 000 CHF

Zones d'intervention

Département Sud (Zone d'intervention prioritaire)

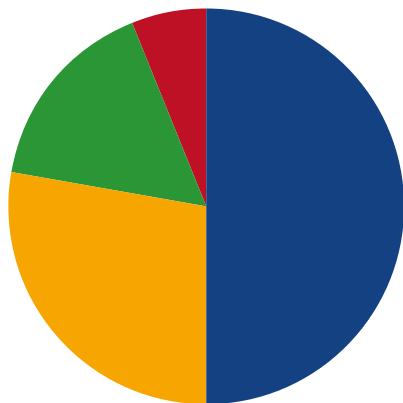
Département Ouest, Zone Métropolitaine Port-au-Prince (Autre zone d'intervention)

Axes prioritaires

Protection des populations les plus vulnérables

Renforcement de la résilience face aux aléas naturels

Répartition par type de partenaire



- Organisations des Nations Unies (ONU)
- ONG Suisses
- Autres organisations internationales
- ONG Internationales





Impressum

Publié par :

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

**Direction du développement et de la
coopération DDC**

Section Amérique latine et Caraïbes

Eichenweg 5, 3003 Berne – Zollikofen

deza.sektion.lateinamerika@eda.admin.ch

www.deza.admin.ch

Mise en page :

Mark Manion, Commusication Arts

Photos :

© DDC Haïti

